

Bulletin de l'Institut

pour

l'étude de l'Europe sud-orientale

Publication mensuelle

dirigée par

N. IORGA, G. MURGOCI, V. PÂRVAN

PRIX D'ABONNEMENT :

Un an, 6 fr., un n-o 50 ct. — Étranger : un an, 7 fr., un n-o 60 ct.

Dépôt à la Librairie C. Sfetea, Bucarest

S'adresser pour la rédaction à

N. Iorga, Vălenii-de-Munte (Roumanie)

COMMISSION HISTORIQUE DE LA ROUMANIE

Chronique de l'expédition des Turcs en Morée 1715

Attribuée à Constantin Dioikétés et publiée par N. Iorga.
Bucarest 1913.

A LA LIBRAIRIE C. SFETEA, BUCAREST

Studii și Documente

Tomes XX et XXIII

Documents étrangers des archives de Königsberg, Danzig, Lem-
berg, Munich, Dresde, etc., concernant les pays roumains, publiés
sous les auspices du Ministère de l'Instruction.

Prix : 15 fr.

par N. IORGA

Buletinul Institutului

pentru

studiul Europei sud-ostice

Publicație lunară

condusă de

N. IORGA, G. MURGOCI, V. PÎRVAN

PREȚUL ABONAMENTULUI :

Un an, 6 lei, un n-r 50 b. — Străinătate : un an, 7 lei, un n-r 60 c.

Deposit la Librăria C. Sfetea, București

Pentru redacție a se adresa

D-lui N. Iorga, Vălenii-de-Munte

COMISIA ISTORICĂ A ROMÂNIEI

Cronica expediției Turcilor în Morea

1715

Atribuită lui Constantin Diichiti și publicată de N. Iorga.
București 1913.

Studii și Documente

Vol. XX și XXIII, Documente străine.

Vol. XXI și XXII, Documente interne.

Un volum : 15 lei.

de N. IORGA.

BULLETIN DE L'INSTITUT

POUR

L'ÉTUDE DE L'EUROPE SUD-ORIENTALE

SOMMAIRE:

Pernice: Nations balcaniques. — Văcărescu: Arrivée du roi Charles. — Süssheim: Débaîcle turoue. — Cook: Angleterre et Turquie. — N. Popescu: Patriarches de Constantinople en Valachie et Moldavie. — Iorga: Impérialisme autrichien et russe, Venise dans la Mer Noire, Les princes roumains et l'école, Lettres de Tudor Vladimirescu. — Livre Jaune français.

Angelo Pernice, *Origine ed evoluzione storica delle nazioni balcaniche*, Milan, Hoepli, 1915.

M. Angelo Pernice, professeur à Venise, auteur de travaux concernant l'histoire byzantine, nous donne dans ce gros volume de 625 pages, accompagné de six cartes très bien exécutées (carte physique de la péninsule, carte des „anciennes hégémonies balcaniques“ — il ne fallait pas comprendre la Valachie entre les limites de l'empire bulgare du moyen-âge, les preuves de cette extension n'existant pas et la possession de ces marécages et forêts, clairsemés de villages, n'offrant aucun avantage économique, ni même militaire —, carte des frontières selon le traité de San-Stefano et celui de Berlin, carte des „aspirations nationales“ — mais les Roumains n'entendent s'arrêter à l'Ouest qu'à la Theiss, stricte limite ethnique de leur race—, des limites de fait du mois de juin 1913 et des frontières fixées par le traité de partage serbo-bulgare; carte du traité de Bucarest) un exposé du développement politique des Balcans au XIX-e siècle et surtout depuis la guerre de 1877-1878, c'est-à-dire du traité de Berlin.

Après une préface, dans laquelle (p. x) l'auteur constate avec raison que, en servant l'impérialisme allemand dans ses ambitions presque sans limites, l'Autriche-Hongrie „se dirige vers sa ruine

comme Grande-Puissance ou vers un plus grand asservissement à la politique de Berlin“, invitant sa patrie à prendre la part qui lui revient dans la grande guerre de tous, pour son avenir et pour son existence même, contre des ennemis qu'on devine, on a un très bon chapitre sur les „causes physiques qui ont empêché la fusion ethnique des habitants de la péninsule“.

Quelques observations et quelques doutes. Les Quades et les Marcomans ne doivent pas être comptés parmi les barbares qui traversèrent la Péninsule Balcanique (p. 6). Nous n'admettrions guère aussi les „caractères somatiques et les attitudes psychiques“ turques, touraniennes, chez les Bulgares: l'élément primitif ouralo-altaïque (ou „ouralo-finnois“, si on le veut) ayant été très réduit et en peu de temps complètement assimilé par les Slaves sur lesquels s'étendit au VII-e siècle leur domination (voy. notre étude *Notes d'un historien*, etc., dans le „Bulletin de la section historique de l'Académie Roumaine“, I). Nous avons montré souvent que l'idée politique bulgare existe tout aussi peu qu'une race bulgare différente de la population slave des Balkans: cette idée n'est autre que l'idée byzantine, donc romaine. Le titre de Tzar ne fut pas certainement attribué à Tervel, car ce titre n'est que la contrefaçon barbare du titre des Césars de Constantinople (cf. *Notes d'un historien*, loc. cit., p. 61 et, du reste, l'ouvrage de M. Pernice lui-même, p. 15). Les Valaques ne purent pas se détacher après la mort de Siméon d'un empire dont ils ne firent jamais partie (voy. plus haut).

L'auteur observe avec raison l'influence que ces grandes traditions eurent sur les Bulgares du XIX-e siècle, inspirant à une race brave et énergique un idéal impérial certainement bien au-dessus de ses forces réelles (p. 16).

Dans l'histoire des gestes bulgares ultérieures, qui reposent surtout sur l'appui des populations albanaises et valaques de la Macédoine et de l'Occident balcanique entier, „Cimbalongu“ doit être interprété, en bon langage roumain, Câmpulung (Campo-Longo). A ce moment les Russes, qui n'étaient plus des Varègues de pure race, étaient depuis longtemps rejetés au-delà du Danube.

Suivent de belles pages limpides sur le sort de Byzance au XI-e et au XII-e siècle. En parlant des Βλάχοι qui commencent à paraître dans les chroniqueurs byzantins, M. Pernice a raison d'admettre la filiation roumaine aussi des Thraces et des Illyres,

mais nous avons montré dans notre „Breve storia dei Rumeni“ que la dénationalisation de ces peuplades ne peut être expliquée que par un surplus de population latine ayant les mêmes occupations que les barbares: il faut donc admettre une lente infiltration de paysans du Latium à l'époque où la vie rurale libre fait faillite en Italie, donc longtemps avant la conquête de Trajan. Nous retrouvons du reste une critique pénétrante de la conception usuelle que les Roumains descendent uniquement des colons hétéroclites établis par Trajan sur la rive gauche du Danube dans un article publié, sur les pages de la petite revue de propagande *Republica română* de 1851, par un jeune étudiant à Paris et proscrit politique valaque qui devint plus tard le grand homme d'État J. C. Brătianu. La retraite des colons romains abandonnés par l'Empire dans les Carpathes est aujourd'hui une théorie complètement abandonnée, et nous l'avons déjà combattue dans la „Geschichte des rumänischen Volkes“.

L'Asan (Asen) qui conduisit la révolte des pâtres valaques contre Isaac l'Ange n'est pas Jean Asan: ce nom de Jean fut porté par son successeur. Asan et Pierre conduisirent de fait un *μολτος*, un „tumultus“ des Valaques, qui aboutit en fin de compte à fonder un nouvel Empire bulgare à Trnovo, empire qui n'était pas bulgare-roumain ou roumano-bulgare, mais bien une contrefaçon byzantine sous une dynastie roumaine sur la base des traditions de Siméon et de Samuel et pour le profit de la population bulgare. Le titre de Joannice n'est pas celui de „roi de la Valachie et de la Bulgarie“: le „Blaccorum et Bulgarorum“ de la formule pontificale remplace le *Ῥωμαίων καὶ Βουλγάρων* (cf. notre *Geschichte des rumänischen Volkes*, I, p. 123 et suiv.).

On lira avec plaisir les pages vivantes sur l'influence des Vénitiens dans le monde byzantin (p. 23 et suiv.); cf. aussi notre travail „Deux traditions historiques dans les Balcanes: celle de l'Italie et celle des Roumains“, dans le „Bulletin de la section historique de l'Académie Roumaine“, I, p. 155 et suiv.).

L'auteur s'occupe ensuite de l'expansion serbe et ottomane (p. 28 et suiv.)¹. Un beau portrait d'Étienne Douchane, pp. 30-31.

¹ „Teburnia“ (p. 29) du titre de rois serbes c'est la Travounie, le territoire de Trau — Bien avant Osman sa dynastie avait adopté l'islamisme (cf. p. 34 et l'ouvrage de M. Süssheim, dont l'analyse suit).

Les dates concernant la conquête ottomane ne sont pas toujours exactes : certainement dès 1362 (et non 1370) Andrinople appartenait à Mourad I-er. En 1371 le prince de Valachie n'était pas encore Mircea, mais bien son grand-père Vladislav (Vlaicu, Layko), et il est très probable que la „Valachie“ dont il est question dans la lettre pontificale qui concerne le combat de 1371 sur la rive de la Maritza est la Thessalie valaque, la „Grande-Valachie“ du XIV-e siècle (cf. plus haut, p. 65). L'importance des souvenirs de Kossovo pour la race serbe est dûment soulignée à la page 38. En 1396 Sigismond était seulement roi de Hongrie, pas encore empereur (p. 35). Baïéزيد ne mourut pas aussitôt après sa défaite et sa captivité (*ibid.*). Nous croyons que le nom de „Blanc“ donné à Jean Hunyady, gouverneur de Hongrie, par certaines sources françaises, vient de „Blaque“, Valaque: en effet le grand guerrier du XV-e siècle était né de parents roumains.

Le second livre — après ces préliminaires — traite de la „domination des Ottomans“, jusqu'aux paix de Sichtove et de Jassy (1791 et 1792), et il occupe une centaine de pages. Quelques observations serviront pour la seconde édition de cet ouvrage important: la Valachie ne devint tributaire du Sultan qu'en 1417 (et non, ainsi qu'on le croyait précédemment, dès 1391; cf. p. 45). Il n'y eut par certainement d'émigrations chrétiennes en masse devant les Turcs (cf. notre chapitre II dans „l'Histoire des États balcaniques“). „Les lois d'Ala-ed-din“ frère 'Ourkhan, appartiennent à une simple tradition (p. 47). Nous gardons notre opinion que la conquête ottomane fut pour les classes inférieures des États balcaniques une vraie délivrance, comme l'établissement de la monarchie absolue en Occident.

Les pages concernant les prouesses des haïdoucs nous font connaître les importantes publications parues dernièrement en Italie sur la poésie populaire des Balcons, qui, pour être bien comprise, doit être étudiée de l'Adriatique à la Mer Noire et du cap Matapan, du Magne aux Carpathes du Maramoros hongrois. On a ainsi, outre l'édition donnée à Milan, en 1912, des *Canti illirici* de Niccolò Tommasèo, qui était, comme on le sait bien, lui-même un Dalmate, les *Canti popolari serbi e croati*, traduits par Pierre Kasandrić (Venise 1913) et les *Canti popolari bulgari*, traduits par D. Ciàmpoli (Lanciano 1913).

Nous croyons que les capitulations accordées par les Turcs aux différentes nations chrétiennes, à commencer par les sujets de François I-er, ne sont qu'une réédition des privilèges accordés, des siècles auparavant, par les empereurs grecs aux Occidentaux (cf. pp. 62-63). Leur importance symptomatique serait donc de beaucoup inférieure.

Le troisième livre s'occupe de la „renaissance des nationalités balcaniques“. L'introduction sur les intérêts politiques de l'Europe est remarquable. La révolte des Serbes est bien présentée¹, celle des Grecs esquissée exactement dans ses lignes générales et l'attitude de l'Europe, d'un calcul si mesquin, jugée et condamnée avec raison. A relever la comparaison de la Turquie avide de réformes dans le sens de l'Europe et succombant sous le poids des nouveaux vêtements qui doivent la protéger avec „un malheureux, qui, une fois frappé par son adversaire, est foulé aux pieds et suffoqué par la foule désireuse de lui venir au secours“ (p. 117). L'Union des deux Principautés roumaines est très exactement racontée dans toutes ses phases², mais ce n'est pas par la suite de cet acte que „la Roumanie entra dans le nombre des nations balcaniques constituées comme États“ (p. 333), car la Moldavie et la Valachie, de la réunion desquelles surgit la principauté de Cuza, étaient bien des États d'une parfaite autonomie.

Les pages suivantes concernent le Monténégro³, puis le gouvernement de Miloch Obrénovitsch et de son fils Michel⁴, enfin d'Alexandre Caragéorgevitsch en Serbie. Le grand rôle de Michel est dûment fixé (p. 179 et suiv.). Fut-il vraiment question d'une extension de la Roumanie sur la Dobroutscha et sur le quadrilatère Roustchouk-Choumla-Varna dans la convention conclue avec Michel, ainsi que l'affirme l'auteur (p. 151)? Il faudrait connaître sa source. Les Mémoires du Roi Charles (*Aus dem Le-*

¹ Lire, p. 91. Slobozia, et non „Slovodziè“, p. 95: Akkerman (Ak-Kerman, la Cité Blanche, en roumain Cetatea-Albă), et non: Akkermann.

² Mais le roi Charles ne s'appelait pas Charles-Antoine (p. 133); c'est le nom de son père.

³ Les Balcha, seigneurs de la Zenta, ne vinrent pas de Sicile (p. 136): c'étaient des Roumains balcaniques, ainsi que le reconnaît aussi M. Jireček dans sa récente „Geschichte der Serben“.

⁴ Au lieu de Smic il faut lire Simic, Simitsch.

ben König Karls von Rumänien, qui donnent (I, pp. 241-242) la forme même du traité, ne le laisseraient guère supposer (cf. aussi Marc' Antonio [Canini], *Dix années d'exil*, Paris, passim).

En ce qui concerne la Grèce après sa délivrance, la présidence de Capodistrias, dont la valeur politique a été, de son temps, discutée avec tant de véhémence, aurait dû être, à notre avis, non seulement mentionnée, mais aussi jugée. Ce ne fut pas à proprement parler une révolte militaire qui arracha, en 1843, au roi Othon une Constitution; quelques soldats d'infanterie conduisirent, d'après les excitations de Kallergis, une cohue dont faisaient partie les clients des prisons délivrés dans ce but par l'apôtre de la liberté. Louis Napoléon eut-il vraiment l'intention d'être roi de Grèce (Napoléon II, le duc de Reichstadt, avait été un des concurrents d'Othon)? En 1862 Othon aurait-il pu résister à la révolte qui mit fin à son règne? Pour notre part, nous en douterions. On avait pavoisé les embarcations au Pirée, on criait dans les oreilles des étrangers qui débarquaient *ἐλευθερία, πατριώται*, l'armée prenait des airs de bravaches, on reprochait au pauvre homme ses 500.000 drachmes de rente viagère („der eigentliche Hauptdorn“), l'Université élevait des protestations contre l'accroissement de l'armée, les journaux criaient contre le despote sanguinaire. On crut, en effet, un moment à l'intention de débarquer du souverain, mais, lorsqu'on le vit quitter, „livrer“ le vaisseau grec qui portait le nom de sa femme pour s'embarquer sur un bateau à vapeur anglais, „il y eut dans la population une joie immense. La frégate tirait en signe d'allégresse et hissait les drapeaux; les prisonniers retenus à bord comme ôtages furent reçus sur le rivage au milieu des cris de joie“ (Heinrich Barth, *Reise durch das Innere der europäischen Türkei im Herbst 1862*, Berlin 1862, pp. 225-232, une source qui n'a pas été encore employée dans ce but; il serait intéressant d'avoir un recueil des lettres d'Othon après son retour en Bavière). Le récit de ces événements d'après Bikélas (*La Grèce byzantine et moderne*, Paris 1893) est très juste. Si Georges I-er „laissa que les hommes politiques se déchirent et s'usent tour à tour“ (p. 161), il n'en aimait pas moins cette Grèce qu'il a été accusé d'exploiter et de mépriser en même temps. On l'a reconnu bien à l'occasion de sa mort au milieu du grand triomphe national. Pour le correctif que ce continuel ballottage des partis d'ambitions,

de vanités et d'intérêts personnels trouvait dans la vie des petites villes et de la campagne, honnête et laborieuse, et dans l'enthousiasme fécond des Grecs vivant à l'étranger, voy. le chapitre XVII de notre „Histoire des États Balcaniques“ (surtout d'après les notes, extrêmement précieuses, que donne, dans un style lyrique jusqu'au burlesque, Canini, dans son ouvrage déjà cité). Quelques renseignements précieux sur la Grèce turbulente de la jeunesse du roi Georges, aussi dans les Mémoires du roi Charles de Roumanie.

La caractéristique de la Turquie repeinte par le traité de Paris est vivante et exacte. Il faut éliminer cependant la Roumanie des pays qui avaient des „groupes nationalistes“ conspirant contre le suzerain: il n'y eut pas à Bucarest d'agitation contre la Turquie, bien que des accusations de projets „mazziniens“ fussent élevées en Russie aussi bien qu'en France—et, naturellement, surtout à Vienne et à Pesth — contre „les rouges“ de Brătianu et de Rosetti. Le panslisme des têtes chaudes de Constantinople, qui rêvaient d'un Empire de l'Islam s'étendant du Gibraltar africain au Gange, n'était pas précisément la réponse naturelle faite au panslavisme: il a des racines plus profondes, et on peut juger aujourd'hui des fruits qu'il devait porter.

En ce qui concerne les Bulgares (il faut lire: Venelin et non Venedin, et ce n'était pas un Bulgare, mais bien un Slave de l'Autriche passé au service de la Russie, en 1828—1829¹), l'importance capitale de l'Exarcat bulgare, qui était de fait un coup violent porté à la „grande idée“ grecque et un habile mouvement pour écarter les compétitions serbes dans l'Empire, aurait dû être un peu plus relevée (voy. p. 170). M. Pernice a bien fait en reproduisant les passages impressionnants de la protestation que Tzancov et Balabanov allèrent porter, après les „atrocités bulgares“, dans toutes les capitales de l'Europe (pp. 173-174). Le traité de Berlin fut en effet une „opera di violenza e di sopraffazione“ p. 185), une œuvre d'opportunité aussi, mais surtout — il faut le dire — une œuvre d'ignorance. En ce qui concerne la Roumanie, l'auteur reconnaît pleinement l'injustice qui lui fut faite par la Russie alliée, dont elle avait sauvé l'honneur militaire, en lui arrachant, contrairement à un traité for-

¹ P. 170 lisez: Rakowski pour „Rokowski“; p. 173 lisez: Kopriwchtitza, Panagurichté; p. 175: Tschernaïew, Zaïtschar; p. 179: Chaudordy.

mel, les trois districts méridionaux de la Bessarabie, dont le rapt ne pouvait être couvert par aucune compensation territoriale (p. 186). Les empêchements que devait rencontrer le développement des États balcaniques dans leurs limites encore étroites et avec le nouveau voisinage menaçant de la monarchie austro-hongroise sont signalés avec raison (pp. 186—187).

Avec le quatrième livre commence une exposition plus large du sujet: il traite du „développement gêné (*contrastato*) des États balcaniques“ jusqu'à l'année 1912, donc jusqu'au commencement de la guerre des alliés chrétiens contre la nouvelle Turquie. C'est la partie la plus solide et la plus brillante du livre, un excellent résumé d'histoire diplomatique et politique dans un style vivant et individuel qui en rend la lecture attachante.

Les tendances de domination allemandes et autrichiennes (au fond: hongroises) dans la Péninsule des Balkans après 1878 sont indiquées nettement. Le rôle de l'Autriche pour former un idéal serbe commun par son envahissement et par ses menaces est très bien mis en lumière, et le parallèle avec l'Italie de la première moitié du XIX-e siècle est concluant. Le rôle du Monténégro après le traité de Berlin fut en effet celui d'un précurseur serbe avant que le royaume de Milan Obrénovitsch eût repris la conscience de ses vrais intérêts et des moyens par lesquels ils peuvent être servis¹. En général les affaires monténégrines sont traitées dans cette ouvrage italien avec un intérêt et une largeur qu'on ne retrouve pas ailleurs. M. Pernice attribue à des intrigues autrichiennes, à la veille de l'annexion formelle de la Bosnie et de l'Herzégovine, le procès des bombes de Cettingé, qui fut terminé par des condamnations monstrueusement sévères.

Les indications sur les partis politiques de Serbie sous le roi Milan et le dernier Obrénovitsch (p. 214 et suiv.) sont exactes. A signaler surtout le récit des crises ministérielles à Belgrade de 1894 à 1901 (pp. 219-221). Mais demander une action personnelle énergique à un roi du tempérament et de l'éducation du jeune Alexandre, et cela dans un milieu politique comme celui

¹ Lire, p. 203, Bogisic, au lieu de Bogosic. L'oeuvre législative de ce savant, basée sur le droit coutumier, est vraiment ce qu'on a fait de mieux dans les Balkans.

de Belgrade en 1901 (p. 222), c'est pousser un peu loin la critique: de fait le roi n'avait pas un seul confident, et ce n'étaient pas les conseils de la malheureuse Draga, femme très intelligente, énergique et assez cultivée, mais totalement compromise et presque généralement méprisée, qui pouvaient lui montrer la bonne voie. Les manifestations de joie pour l'assassinat d'Alexandre, dont parle l'auteur, ne furent pas générales. D'après des renseignements personnels recueillis à Belgrade quelques semaines après l'horrible drame, Alexandre, un orateur éloquent et un très bon patriote serbe, était aimé par le menu peuple, qui fut surpris et attristé par la nouvelle de ce qui s'était passé au Vieux Konak, dont nous avons vu nous-mêmes la façade récemment repeinte pour faire disparaître les traces du sang: on chercha à créer un faux enthousiasme en faisant sonner les cloches et jouer les musiques militaires sur les places. Nous avons visité la petite église de S. Marc ou Paliloula, où des planches branlantes recouvraient les tombes récemment creusées et deux misérables inscriptions griffonnées sur des plaques de laiton mentionnaient les noms du „Kral Alexandar“ et de la „Kralitza Draguina“: une foule innombrable, surtout des femmes, accourait pour fixer des cierges à la place où reposaient les victimes; il y en avait qui pleuraient. On voyait encore dans les magasins de la Grande Rue le portrait sur cartes coloriées de Draga en vêtement de pourpre, comme une Impératrice de l'époque de Douchane. Ceux qui ont approuvé et approuvent encore le meurtre ne témoignent aucune haine et se bornent à dire tristement qu'„il fallait que cela fût fait“. Il est faux aussi que les Caragéorgévitsch aient été toujours mal vus par la Russie, comme clients de l'Autriche. Voy. Léonoff, *Documents secrets de la politique russe en Orient, 1881—1890*, Berlin 1893, p. 69: „la dynastie, à nous acquise, du prince Caragéorgévitsch“. Ce qui ne signifie guère que Pierre I-er ait été l'instigateur du complot, que sa conscience chrétienne a toujours reprouvé, mais dont il ne pouvait pas refuser d'accepter les conséquences. Il n'y avait pas certainement parmi les conjurés — qui étaient complètement ivres — un seul qui eût pensé à épargner la vie du souverain, en lui arrachant un simple acte d'abdication. Le constitutionalisme sévère du nouveau roi, qui a vécu longtemps à Genève, est très bien caractérisé (p. 225).

Pour la Bulgarie, l'auteur emploie les ouvrages, récents, de

MM. Pinon et Mantegazza, de M. Bousquet aussi, sans recourir aux sources allemandes, assez importantes cependant¹. Faut-il bien attribuer à Bismarck, conseillant à Alexandre de Battenberg d'accepter le trône de Bulgarie, un mot qui ressemble étrangement à celui qu'il fit douze ans auparavant lorsque le prince Charles de Hohenzollern hésitait à partir pour Bucarest (p. 234)? Nous ne croyons pas non plus que la nature pleine de contradictions d'Alexandre I-er ait été dominée dès le début par le désir de gouverner à sa guise la nouvelle principauté (pp. 234-235), ni que l'annexion de la Roumélie Orientale ait figuré dans son programme d'avènement (il faut regretter le manque d'un recueil de ses lettres, qu'on pourrait encore rassembler, ou tout au moins de révélations politiques tirées de ses papiers). Il ne faut pas prendre aussi trop au sérieux cette distinction entre „libéraux“ et „conservateurs“, qui met ensemble Dragan Tzancov et Petco Caravélov (p. 235)². Le meilleur récit de la révolution rouméliote n'est pas celui qui a été suivi par l'auteur. Le portrait de Stamboulov (pp. 248-249, 256-257) est très réussi. Des renseignements sur l'attitude de l'Italie (Ministère Crispi) envers l'élection du prince Ferdinand de Cobourg, *ibid.*, p. 252 et suiv., d'après le volume posthume de *Politica estera* de Crispi (édité par Palamenghi-Crispi, Milan 1912). M. Pernice montre que c'est l'initiative italienne qui réussit à consolider ce nouveau trône branlant.

L'histoire de la Grèce est reprise après le traité de Berlin, surtout d'après les données de M. Bikélas³. Les affaires intérieures du royaume sont traitées assez longuement. Le nombre des pages concernant la Crète est peut-être même en disproportion avec le plan de l'ouvrage.

Dans le chapitre, très intéressant, consacré au règne d'Abdoul-Hamid, il faut relever que l'idée du panislamisme politique, destinée à mettre le Sultan de la Turquie décadente à la tête d'un immense Empire mondial, se rencontre dès 1871, donc

¹ Lire à la p. 233: Slavéïcov.

² La date du 27 avril 1881 pour la démission du gouvernement „libéral“ (p. 236) est d'après l'ancien style. „Gabril“-Pacha est bien Gabriel Krstiovitsch (p. 240). Plovdiv n'est que le nom bulgare de Philippopolis (p. 242). A la p. 256 lire Naboucov.

³ Lisez, à la p. 272: Vasseur.

quelques années avant l'avènement du „Sultan rouge“: la presse serbe combat et ridiculise déjà ce fantôme, terrifiant seulement pour les non-initiés (pour lesquels il l'est encore aujourd'hui, à la suite du fetva rendu par le Chéik-oul-islam en novembre 1914). L'„indolence débile“ ne nous paraît pas s'harmoniser avec les qualités bien connues de l'âme d'Abdoul-Hamid.

Les pages sur la pénétration allemande en Turquie sont parmi les meilleures de l'ouvrage (p. 301 et suiv.). Elles ont aujourd'hui surtout un grand intérêt d'actualité. Suit une vive critique de la politique italienne, jusqu'aux dernières années, dans la Méditerranée et dans la Péninsule des Balkans (occupation de la Tunisie par la France, refus du Ministère Mancini de collaborer avec l'Angleterre à la conquête de l'Égypte). L'auteur approuve l'alliance avec l'Allemagne et l'Autriche-Hongrie (mai 1882) pour empêcher — *ce qui s'est démontré cependant impossible* — l'établissement de la France sur la côté septentrionale de l'Afrique, toute pleine des souvenirs génois et vénitiens. Il rappelle le projet formé par Crispi en 1889 de réunir la Bulgarie, la Serbie et la Roumanie pour les opposer à la Russie, qui aurait menacé ce dernier État (il s'agit de l'expulsion des „63 colporteurs et vétérinaires russes“, opérant en Roumanie et préparant le soulèvement des paysans; Léonoff, loc. cit., p. 173 et suiv; c'étaient, de l'aveu même du chargé d'affaires de Russie à Bucarest, „des employés de la police d'État, envoyés en Roumanie et en Bulgarie sous le déguisement de vétérinaires russes“; *ibid.*, p. 174, no. 188; la Russie espérait pouvoir utiliser ces faits pour „faire composer un Ministère conservateur“; *ibid.*, p. 176). Mais M. Pernice se rend bien compte des tendances poursuivies par l'occupation de la Bosnie et de l'Herzégovine: pénétration par le sandschak, vers la Macédoine et Salonique, préparation d'une Albanie autrichienne, menace pour l'existence même d'une Serbie vivace, animée d'un idéal (pp. 311-312). Il reconnaît que Vallona est „une place qui pourrait assurer à la Puissance qui la posséderait la domination de l'Adriatique“ et il cite dans ce sens l'opinion de M. Loiseau, dans son ouvrage „L'équilibre de l'Adriatique“. Suivirent donc, en 1897, l'accord italo-français concernant la Tunisie et la Tripolitaine, l'accord italo-autrichien concernant l'Albanie et le mariage du prince héritier Victor Emmanuel, qui avait visité les Balkans, avec Hélène, fille du prince

des montagnes, Nikita (p. 313). L'Autriche avait fait semblant de renoncer à l'Albanie aussi bien qu' à la Macédoine, et ce non-obstant les occupations momentanées de la Russie dans l'Extrême-Orient, pourvu que l'Italie renonçât de son côté à tout projet balcanique (pp. 315-316) *Le noli me tangere* du comte Goluchowski devait être une norme d'agir envers l'Albanie (*ibid.*, p. 316). Ce qui n'empêcha pas l'Autriche-Hongrie de traiter parfois l'Albanie comme une possession de fait de l'empereur et roi (*ibid.*, p. 318).

Le chapitre consacré à la Macédoine s'appuie en grande partie sur les écrits, d'un style très vivant, de M. Bérard. Les révoltes macédoniennes, l'activité des comitadschis sont exposés avec un grand luxe de détails, tirés de sources françaises bien informées (p. 328 et suiv.) ou bien du „Livre Vert“ italien de 1906. M. Pernice est convaincu que, à Sofia, on avait fait le possible et même l'impossible pour empêcher la propagation du mouvement. Nous avons exprimé, sans parti pris aucun, une autre opinion dans notre „Histoire des États balcaniques“. Il faut observer encore que les Roumains n'ont jamais formé et jamais eu des bandes en Macédoine.

La dernière partie — guerres de 1912-1913 — est d'une grande limpidité et fait partie de ce qu'on a écrit de mieux jusqu'ici sur les événements des Balcons¹.

Le travail de M. Pernice aura sans doute plusieurs éditions. Il les mérite. Les notes précédentes pourront servir à rectifier des points de détail d'une importance qui est, d'ailleurs, presque toujours secondaire.

N. Iorga.

* * *

Général Th. Văcărescu, *Venirea regelui în Țară* („Arrivée en Roumanie du roi Charles“), dans les „Convorbiri literare“, octobre 1914.

Le général Théodore Văcărescu, mort il y a quelques mois, a été pendant presque deux ans (1874—1875) agent diplomatique de la Roumanie à Belgrade, et nous connaissons de lui des rapports très intéressants, ainsi que deux exposés de fin d'année

¹ Lisez, p. 365, „Mevlevi“, p. 381 Reval. Je doute si les sentiments religieux des Jeunes Turcs sont aussi sincères que le croit l'auteur (p. 384)

sur la situation dans la Principauté le lendemain de la majorité de Milan Obrénovitch IV, qui méritent certainement d'être connus. Il a publié en outre une Histoire de la guerre de 1877-1878 contre les Turcs, qui a eu un grand succès.

Parmi ses papiers on a trouvé aussi des Mémoires, dont une édition serait bien venue pour la connaissance de l'histoire contemporaine des Roumains, ainsi que pour celle des pays balcaniques et de la Serbie en premier lieu. La revue „Convorbiri literare“ en donne un chapitre, qui traite de l'arrivée en Roumanie du prince Charles I-er (mai 1866). Il faut ajouter que Th. Văcărescu fut pendant longtemps adjutant du Souverain dernièrement défunt.

Il est question des personnages qui favorisèrent la candidature du jeune prince de Hohenzollern-Sigmaringen au trône de Roumanie devenu vacant par l'abdication d'Alexandre Jean I-er Cuza. L'auteur affirme, ce qui ne nous paraît pas absolument certain *pour ce moment* (malgré les révélations du général Lamarmora dans son ouvrage „Un poco più di luce“; cf. notre *Geschichte des rumänischen Volkes*, II, p. 330, note 1) que Napoléon III ne s'intéressa pas trop vivement à cette candidature d'un parent éloigné, car il espérait encore obtenir de l'Autriche par la cession des Principautés la délivrance de l'Italie non-libre encore (p. 959). Alexandre Cantacuzène, envoyé secret de Cuza à Paris, avait-il rapporté en effet, et dans ces termes mêmes, la réponse, absolument défavorable, qui est résumée sur les pages 958—960 de la revue? On aurait des motifs d'en douter.

On connaissait déjà le projet formé par Cuza de laisser le gouvernement des Principautés au prince de Leuchtenberg. Il serait cependant bien difficile de croire que l'empereur Alexandre II ait fait bon accueil à ces ouvertures, car un prince russe établi à Bucarest comme régent héréditaire aurait provoqué l'opposition la plus vive de la part de la France et aurait rouvert, à un moment que la Russie n'aurait pas certainement choisi, la question d'Orient, dont elle préparait une nouvelle solution, favorable à ses intérêts, par d'autres moyens. Nous hésiterions aussi à attribuer au consul de Russie en Roumanie, le baron Offenberg, l'insistance formelle pour que le prince Cuza fît montre de sa nouvelle orientation politique en faisant entrer dans son Conseil des ministres Jean Oteteleşanu, comme russophile

invétéré et impénitent et comme celui qui avait donné en 1848 l'hospitalité au général Lüders, commandant de l'armée d'occupation et l'aurait, en plus, festoyé d'une manière tout fait extraordinaire. Ce membre du Conseil Administratif Extraordinaire „n'avait obtenu aucune marque de distinction pendant l'occupation russe“, et c'est pourquoi le prince Stirbey, restauré par les Turcs, en fit le chef du Contrôle („voy. notre *Corespondența lui Știrbei-Vodă*, I, *Corespondența politică*, I, Bucarest 1904, p. 514, no. LV). Văcărescu signale aussi comme symptôme d'un changement prochain „certaines allures“ qu'il aurait constatées lui-même (bien que très jeune et vivant à Berlin) de la part du consul de Russie.

Le colonel Haralamb, qui fut après l'abdication de Cuza (février 1866) un des trois régents, aurait demandé une audience à Cuza pour lui faire une semonce énergique à cause de cette attitude favorable à la Russie (p. 963 et suiv.); il aurait communiqué lui-même à Văcărescu ce qui se passa à cette occasion. Le prince aurait été presque rudoyé par cet officier supérieur, qui aurait fait dépendre sa loyauté comme militaire de la direction que son chef suprême aurait donnée aux affaires du pays. Ceux qui n'ont jamais pénétré dans l'âme fière, sans avoir rien d'altier, de Cuza peuvent prêter fois à ce raconter, présenté, du reste, avec beaucoup d'élégance par un bon conteur. Parler du „fossé rempli de cadavres“ qu'aurait creusé „entre le peuple et l'armée“ la répression bénigne des troubles d'août 1865 à Bucarest, répression suivie par la plus large et indulgente amnistie de la part du prince, aussitôt revenu de l'étranger, où il soignait une santé vraiment ébranlée, est sans doute une grosse exagération.

On ne peut pas encore parler d'unparti libéral roumain avant 1866 et, en tout cas, le rôle des frères Golescu, un peu surfait, ne pouvait pas se développer „dès l'année 1853, sous les règnes des princes Alexandre Ghica et Bibesco“ (p. 969),—un *lapsus* regrettable, car le règne du dernier de ces princes avait déjà pris fin en 1848. De même Antoine Rosetti (Ruset) ne régna pas, au XVII^e siècle, sur la Valachie (p. 970), mais bien sur la Moldavie (l'auteur confond avec Antoine de Popești, qui fut en effet prince à Bucarest, vers la même époque) et, plus loin, il faut observer le quiproquo gênant qui attribue à Michel-le-Brave, prince de Valachie, la victoire gagnée à Zîrnești en Transylvanie contre les

Impériaux par un de ses successeurs, Constantin Brîncoveanu (p. 1012); les Némanides et Siméon, Tzar bulgare, n'ont eu nullement l'intention de „slaviser le Danube“ (*ibid.*). Il ne faut pas tenir compte des discours à l'ancienne mode qui sont destinés à orner l'histoire. Ce n'est nullement le souci, bien récent, pour les sentiments des Musulmans de l'Hindoustan, qui pouvait imposer, en 1866, à l'Angleterre une politique respectueuse des droits de la Turquie (p. 972).

La scène tragique qui se serait passée entre Haralamb et Jean Ghica, l'ancien prince de Samos, auquel Văcărescu aussi paraît attribuer l'intention, invraisemblable, de vouloir être kaimakam au nom du Sultan après l'abdication de Cuza (p. 976), ne rassure guère une critique plus avisée. Mais les télégrammes qui suivent concernant la personne du futur prince sont intéressants. Il faut comparer cependant les actes donnés par feu D. A. Sturdza dans son ouvrage *Domnia regelui Carol I*, Bucarest 1906, p. 24 et suiv. (surtout la belle lettre adressée par le même Jean Ghica à Gladstone, dès le 20 mars 1866): on y verra une version toute autre du télégramme de Jean Ghica (p. xxiv), et Sturdza était d'une exactitude irréprochable dans la reproduction des actes diplomatiques qu'il avait à sa disposition. La confrontation entre le récit de Văcărescu sur l'audience de J. C. Brătianu à Dusseldorf et celle que donne Charles I lui-même dans ses Mémoires (*Aus dem Leben König Karls von Rumänien*, I, Stuttgart 1894, pp. 3-4) n'est pas de nature à confirmer complètement le témoignage de notre auteur (lire dans Văcărescu: Rauch, et non Rochow, etc): dans les Mémoires du défunt Roi il n'est nullement question d'ouvertures faites par Brătianu concernant une prochaine indépendance de la Roumanie: cf. Văcărescu, p. 978; et, plus loin, mettez en regard: „er doch fürchte, ihr (der Mission) nicht gewachsen zu sein“ (p. 4), avec Văcărescu, loc. cit.: „il se sent les forces qu'il faut pour l'accomplir (la mission)“.

Il faut accorder cependant une importance réelle, pour l'atmosphère qui régnait à ce moment à Bucarest, aux lettres adressées à Văcărescu par deux de ses amis (pp. 979-980). Văcărescu, élève d'une école militaire supérieure à Berlin, décrit ensuite la société qu'il y fréquentait, entre autres la famille de Richthofen, ancien représentant de la Prusse à Jassy (p. 980 et suiv.). A Bucarest il y avait des personnes qui, après le refus du

comte de Flandre, pensaient à la candidature d'un Murat ou de Jérôme Bonaparte (l'auteur n'oublie pas le sobriquet de: Plon-plon; p. 990). L'attitude qu'on attribue au roi de Prusse et à Bismarck dès le mois de mars ne peut être constatée que quelque temps après (*ibid.*, pp. 991-992). Les séparatistes qui provoquèrent l'insurrection de Jassy le 3/15 avril 1866 n'étaient, malheureusement, pas „pour la plupart des étrangers“ (p. 995). En mai il était question — dans les journaux—d'une occupation des Principautés par la „Turquie et la Russie“ (*Aus dem Leben König Karls*, I, p. 39), et non de la „Russie et la Turquie“ (Văcărescu, p. 1007), ce qui est un petit peu différent. Tout ce qui suit est une reproduction en abrégé des Mémoires de Charles I-er: les „voyageurs assez ordinaires“ du wagon de seconde classe qu'emploie le prince, pour ne pas être reconnu, dans son voyage à travers l'Autriche, prête à combattre contre la Prusse, ne se rencontrent pas cependant dans l'original.

Bien qu'une grande partie de ces Mémoires semble reposer sur une opération analogue d'après des sources bien connues et que Văcărescu n'ait jamais tenu un journal qui pût lui servir de base pour un ouvrage pareil, la publication de son manuscrit, très bien composé, serait désirable.

Il faudra cependant élaguer les erreurs explicables dans le travail d'un vieillard, très malade (il écrivait ou refaisait ses pages en 1913), et soigner l'impression (on trouve dans ce fragment „Laienburg“, „Jäcerhof“, pour Lauenburg, Jägerhof, etc.).

N. Iorga.

* * *

K. Süssheim, *Der Zusammenbruch des türkischen Reiches in Europa* (extrait des „Veröffentlichungen der Handelshochschule München, II. Heft“).

M. Karl Süssheim, auteur de travaux concernant les Seldschoukides et, il y a quelques années, chargé par l'Académie de Munich de faire des recherches dans les archives du Palais de Top-Kapou à Constantinople, est un orientaliste, de connaissances étendues et solides. Il a voulu donner dans un ouvrage d'ensemble, publié par la Haute École de Commerce de Munich, une étude d'ensemble sur les causes de la „débâcle“ turque, qu'on ne pen-

sait guère, il y a quelques mois encore, à nier, en Allemagne. Un premier paragraphe étudie l'ancien État ottoman, dont la limite finale est fixée avec raison à l'époque du Sultan Mahmoud, et à savoir à l'année 1826, lorsque la destruction de l'Ordre des Janissaires renversa une des dernières colonnes de l'ancien régime. Il décrit les Turcs de la conquête, en Asie Mineure sous les Seldschoukides, en Thrace sous la dynastie d'Osman, comme une race habituée au seul et strict commandement en fait de guerre, de politique et de religion, des gens d'un tempérament incapable d'élévation, mais au fond honnêtes et laborieux, bons esclaves du maître auquel ils appartiennent. Les Sultans, qui arrivèrent à dominer un territoire plus étendu que celui de l'Empire romain — et nous ajouterons: sans disposer d'une classe dirigeante capable de l'administrer — recoururent à deux moyens pour imposer un implacable despotisme (dont, il faut le dire, les racines ne sont pas autres que celles de la monarchie absolue indigène en Occident, mais dont le développement ne fut pas adouci et annobli par une religion de solidarité et de compassion humaine, ni par l'influence des arts et des lettres): l'Islam et les „institutions militaires“ (cf. sur ce sujet les observations, souvent très profondes, de M. Lybyer, dans son bel ouvrage *The government of the ottoman empire in the time of Suleiman the Magnificent*, Cambridge 1913). Pour les premières il étudie le droit sacré du chériat, basé sur l'interprétation du Coran par Abou-Hanifa, un théologien du VIII-e siècle, en faisant observer qu'il prescrit la guerre continuelle contre les Infidèles et le droit de ces derniers de se racheter par le paiement du khadsch; cette norme générale de la vie ottomane est souvent éludée par les fetvas du chéik-oul-islam (dès 1472—1473), qui a seulement l'apparence de „compléter“ cette législation dans son propre sens. M. Süssheim s'occupe aussi de l'école, confiée au clergé (il faut tenir compte cependant aussi de ces savants qui tenaient cercle chez eux dès le XVII-e siècle au moins et dont on s'enorgueillissait d'avoir été le disciple; on peut trouver la liste de ces coryphées de la pensée turque vers 1700 dans „Histoire“ de Démétrius Cantémir, un de leurs élèves étrangers).

Le système féodal dont s'occupe ensuite l'auteur (timars-fiefs et spahis-vassaux du Sultan) n'est, en réalité, qu'une contrafaçon de celui qui, des le dixième siècle au moins, donna une armée

nombreuse et sûre aux empereurs byzantins (voy. notre *Byzantine Empire*, Londres, Temple Primers, pp. 101, 128): du reste l'institution mêmes des Janissaires, basée sur le service militaire viager de soldats recueillis en bas âge parmi les populations étrangères, n'est pas sans attaches avec les Turcopoules de Byzance (*ibid.*, p. 138). Malgré le témoignage de certaines sources orientales, j'hésiterais à admettre la date précise de 1329 pour l'établissement par les Sultans de cette milice (p. 73). En tout cas, tous les éléments de l'armée turque combattirent déjà en 1330 dans le combat de Philocrène (cf. notre *Geschichte des osmanischen Reiches*, I, p. 166).

On s'attendrait à trouver quelques pages sur l'institution politique du gouvernement de l'État par les „esclaves“ du maître, par tous ces rênégats de race diverse qui furent, pendant des siècles, les administrateurs presque exclusifs de l'Empire et les généraux de ses guerres et qui, après avoir fait la gloire des Ottomans, amenèrent ensuite par leurs vices la ruine lente et lamentable de la fondation d'Osman. L'auteur a laissé cependant de côté ce facteur de décadence, qui nous semble cependant être capital, en tout cas beaucoup plus important que l'aversion, toute religieuse, des Turcs contre l'imprimerie (pp. 74-75) ou même leurs incapacité de faire le commerce (nous dirions plutôt: un certain commerce, car les principautés danubiennes et plusieurs autres étaient continuellement visitées par les marchands de miel, de cire, de moutons, de suif, de grains du *kapan*, du service d'approvisionnement de Constantinople, et le commerce du bois était aussi largement pratiqué — par exemple dans la vallée de la Bistrița moldave et à Galatz — par des Turcs; et, enfin, les principaux usuriers sur le Danube étaient au XVIII-e siècle des Janissaires, des Lazes, etc.; cf. aussi les résumés de firmans que nous avons donnés dans nos *Documente și cercetări*, etc., Bucarest 1900) ou de s'occuper d'industrie (mais certaines branches de l'industrie ne furent jamais cultivées par des chrétiens: tapis, étoffes de luxe, armes, etc.), ou la décadence des tribunaux ottomans, qui furent presque toujours égaux à eux-mêmes. Il ne fallait pas non plus commencer avec l'année 1676 la perte des „possessions ottomanes en Hongrie et dans la Russie méridionale“. Il ne peut pas être question de l'autonomie complète récupérée en 1829 (paix d'Andrinople; et pourquoi s'arrêter

même à cette date, importante seulement pour la liberté de commerce accordée aux Roumains et par la cession des forteresses turques bâties sur la rive gauche du Danube ?) par les Roumains, car Moldaves et Valaques n'avaient jamais perdu l'autonomie la plus large.

Un second paragraphe traite des réformes, de 1826 à 1908: de la destruction des Janissaires pour établir le pouvoir absolu du Sultan à l'annulation de ce pouvoir par des nizams. On trouvera sur la première gazette turque des renseignements empruntés à des sources indigènes (p. 77). On pourrait ajouter qu'un almanach français de l'État fut publié un peu plus tard.

La seconde ère de réformes ne vient plus de la volonté impériale du Sultan, mais bien du zèle de quelques diplomates turcs formés à la mode de l'Occident dans les capitales de l'Europe (Réchid, Aali, Fouad). Mais le sens (et le contre-sens) restait le même: on voulait transformer la Turquie en l'affublant d'un costume parisien qui lui allait tant bien que mal. M. Süssheim observe que des spécialistes chrétiens, raïas, qui auraient mieux connu l'Empire, ne pourraient pas être employés, par défiance de leurs intentions nationales, mais il paraît oublier le flot de Grecs et d'Arméniens qui envahit à cete époque les bureaux et les légations.

La partie la plus intéressante de ce petit travail, qui vaut bien être utilisé à cause du caractère direct et personnel de l'information, est celle qui traite du développement de la formation politique des „Nouveaux Ottomans“, qui se firent appeler plus tard Jeunes Turcs. Des renseignements nouveaux sont donnés aussi sur le panislamisme d'Abdoul-Hamid, dont son frère, le Sultan actuel, a cru devoir accepter le lourd et inutile héritage (pp. 86—87). Abdoul-Hamid bannissait donc dans son empire tout ce qui représentait par écrit l'idée d'un patriotisme plus restreint, tel que devaient le proclamer, avant leurs dernières illusions de pouvoir s'appuyer sur la révolte du Fellah et de l'Hindou contre leurs oppresseurs chrétiens, les Jeunes Turcs: „le plus grand écrivain et poète turc de l'époque d'Abdoul-Hamid, Abdoul-Hakk-Hamid, dut passer sa vie loin de Constantinople comme fonctionnaire ottoman dans les Indes, en Espagne et en Angleterre. L'auteur turc le plus fécond du XIX-e siècle, le

Tscherkesse Achmed Midhat-Effendi, auquel plusieurs des hommes de lettres turcs doivent leur introduction dans la vocation d'écrivain, dut prendre vers 1900 l'engagement de ne plus rien publier" (p. 87). Les étrangers qui écrivaient des ouvrages en langue turque étaient favorisés, leur acte étant considéré comme un hommage envers le Sultan. Le nombre de ceux qui savaient lire et écrire ne dépassait pas en 1908 5^o/_o (p. 88; chez les Bulgares il y avait, paraît-il, seulement 5^o/_o qui ne savaient pas lire et écrire). Sur la censure, qui défendait même le nom du Sultan déposé Mourad, qu'il fallait écrire Mirate, voy. pp. 88-89.

M. Süssheim croit que les Albanais et les Courdes étaient complètement gagnés à ces théories (surtout, ajoutons-nous, par les faveurs accordées à leurs chefs et par la situation militaire privilégiée des soldats appartenant à ces races); parmi les Arabes du désert, les seuls sujets d'Ibn Réchid Abd-oul-Hamid, dans le Nord, auraient suivi ses ordres (p. 88). L'auteur signale aussi les difficultés qu'on opposait aux voyages des indigènes (pp. 89-90).

Ou devra à M. Süssheim de savoir un grand nombre de détails nouveaux sur la révolution de 1908 et la personnalité, les idées politiques des révolutionnaires: le mouvement ne partit pas de Paris, mais bien du Caire, où s'était depuis quelque temps concentrée la propagande (le père d'Ahmed-Riza était un Anglais, celui du „prince“ Sabah-eddin un Géorgien). Sur les différences entre centralistes et „décentralistes“, pp. 91-92.

Le troisième paragraphe traite de la vie agitée et pleine de contradictions fatales du régime de la Nouvelle Turquie, de Sabah-eddin, le romantique rêveur, exalté pour la „liberté de la femme ottomane“, à Enver-bey, introducteur du caporalisme à la mode prussienne. Il démontre sans phrases par ses observations menues et fines l'absurdité de cette théorie, naïve et intéressée en même temps, qui veut réduire 17.000.000 individus de races diverses au type moral des 7.000.000 Turcs, „dont un grand nombre appartiennent, sous le rapport ethnique ou religieux, aux Grecs, aux Arméniens et à d'autres groupes“ (p. 93). Nous avons exprimé la même idée, qui s'impose à tout observateur critique, quelle que fût sa sympathie pour l'élément turc authentique, plongé dans la misère et l'inconscience, dans les dernières pages du V-e volume de la „Geschichte des osmanischen Reiches“ et dans notre „Histoire des États balkaniques“. On signale aussi le

sentiment de méfiance qui saisit bientôt les Musulmans lorsqu'ils se virent envahis par une première poussée des chrétiens qui faisaient une profession facile d'„ottomanisme“ bruyant pour garder et étendre leur domination. „Comme pour toutes les révolutions, on vit bientôt en Turquie aussi qu'il est plus facile de mettre en scène une révolution que d'en récolter les fruits espérés“ (p. 94).

La vie des partis est ensuite esquissée d'une manière originale et de main sûre. On trouvera des détails sur M. Talaat, qui est né à Andrinople et a été employé des postes, sur M. Dschavid (Mechmed), „Mahométaïn de grands-parents israélites“ (mention de ses ouvrages d'économie politique), à la p. 96. Un intéressant portrait de Sabah-eddin, pp. 96-97 et un autre du colonel Sadic, p. 99. Suit le récit des derniers combats parlementaires et de la guerre de 1912-1913. L'auteur finit par des constatations douloureuses pour la Turquie, définitivement vaincue d'après lui dans le long conflit „entre la civilisation supérieure de l'Occident et les intrigues des grandes Puissances européennes“.

Pour notre part, nous souhaitons à la nation turque, à la vraie nation turque—car l'autre n'intéresse que très médiocrement, n'étant qu'un ramassis d'arrivistes et de salariés—de reconnaître sa vraie valeur, qui est dans une sphère plus modeste que les grands conflits internationaux, et ses vrais intérêts, qui n'ont, depuis longtemps, rien à faire avec le séduisant fantôme de l'ottomanisme. Une Turquie nationale sur un territoire bien délimité, d'autant plus croyante qu'elle essaierait moins du panislamisme, une Turquie attentive et aimante pour ses vrais fils est la seule qui puisse, en alliant la sagesse au labeur, se maintenir. L'autre, la Turquie d'Enver-bey, même si, par impossible, elle aurait le bonheur de vaincre, n'aura pas le gain de sa victoire: débouché économique et succursale politique du germanisme aspirant à la domination mondiale, elle mourra au milieu des rêves de gloire pour lesquels elle se sera sacrifiée¹.

N. Iorga.

* * *

¹ Dans la revue „Das grössere Deutschland, Zeitschrift für deutsche Welt- und Kolonial-Politik“, 1914, no. 33, du 24 décembre, M. Engelbert Hubert disserte, un peu à tort et à travers, sur l'islamisme, prétendant que „le moment est venu pour la Turquie de briser les fourches caudines que les Puissances de

Sir Edward Cook, *Britain und Turkey, The causes of The rupture, set out, in brief form, from the diplomatic corespondance*, Londres 1914; 31 pp.; prix 2 pences.

Ce petit ouvrage de circonstance et de vulgarisation est fondé sur les matériaux diplomatiques du récent Livre Blanc anglais („Correspondance respecting events leading to the rupture of relations with Turkey, Miscellaneous, n-o 13, 1914), dont nous nous occuperons peut-être dans un numéro prochain. Selon l'auteur, la participation de la Turquie à la guerre européenne est „un événement important pour l'Europe, l'Afrique et l'Asie et d'une signification particulière pour la Grande Bretagne“, car „le royaume du roi et Empereur est, sous le rapport politique, le plus grand des États mahométans et, dans le monde mahométan, le Sultan de Turquie occupe, sous le rapport religieux, une place d'influence“. Il étudie la question des vaisseaux commandés par la Turquie, visiblement soumise à une influence allemande toute-puissante, même avant la mission du général Liman von Sanders, et retenus au commencement de la guerre; il relève

la Triple Entente lui ont imposées à l'époque de son impuissance“! „Qui a ouvert les hostilités est chose indifférente“ pour notre critique; la Turquie a accompli en levant le drapeau du croissant „un événement d'une importance énorme“ („von ungeheurer Tragweite“); la paix du monde en sera hâtée. Si le panislamisme provoquera la guerre sainte de tous les Musulmans contre leurs ennemis héréditaires, qui seraient, à côté des Russes, les Français, auteurs presque désintéressés de la Turquie moderne, arrachée à la mort, et les Anglais, qui ont vécu presque un siècle avec le dogme immuable de „l'intégrité de la Turquie“, „ce serait un coup mortel pour l'Angleterre (avec ses 80.000.000 Mahométans) et la France et un danger très sérieux pour la Russie“. Il observe chaque flamme qui s'élève et espère „le grand incendie mondial“ qui détruira la France et l'Angleterre comme „Weltreiche“ (p. 1167). Mais, connaissant l'Islam mieux que ne le connaissent „les journalistes“, il n'attend pas trop que ces espérances s'accomplissent, évidemment pour le grand profit de la civilisation mondiale. Il sait en effet tout ce qui peut empêcher la réalisation de son beau rêve; différences confessionnelles, antagonismes historiques, conscience nationale divergente, habitude de vivre sous un régime chrétien par endroits, comparaison entre ce régime et celui, de beaucoup moins favorable, des Turcs eux-mêmes. En outre la guerre sacrée“ était jadis un moyen de gagner butin et honneurs, et pas une occasion de se sacrifier. Cependant l'auteur de l'article attend des effets plus favorables à sa cause du développement économique de la Turquie, en train de devenir un „État moderne“. Nous craignons pour lui qu'il attendra longtemps, et ses espérances sont, nécessairement, à longue échéance.

que peu après la protestation du Grand-Vizir contre cet „acte peu amical“ („an unfriendly act“; le roi Georges s'était excusé personnellement envers le Sultan), d'autres vaisseaux turcs furent offerts à l'Angleterre pour se procurer ainsi l'argent nécessaire aux préparatifs militaires (p. 6). En ce qui concerne les appréhensions touchant une annexion de l'Égypte, l'ambassadeur du roi à Constantinople déclarait, le 7 août, que, „aussi longtemps que la Turquie restera neutre et l'Égypte en paix, le gouvernement de Sa Majesté ne propose pas, sauf des circonstances imprévues, de changer la situation de l'Égypte“; il crut même devoir communiquer à la Porte les mesures prises pour la sûreté du canal de Suez, assurant qu'il n'est nullement question d'occuper la péninsule de Sinäi.

Les prétentions turques furent présentées le 20 du même mois: elles regardaient l'abolition du régime des capitulations, la restitution des vaisseaux retenus; en outre *cession de la Thrace Occidentale, si la Bulgarie se déclarait pour la Triple Entente*; réintégration de l'autorité du Sultan sur les îles occupées par les Grecs. Elles furent trouvées à Londres „excessives“, sans rompre cependant les pourparlers. On offrait en échange la garantie écrite de „l'indépendance et de l'intégrité territoriale“ de l'Empire, en échange pour la seule neutralité. Le Grand-Vizir déclarait le 9 août que rien ne pouvait l'amener à se déclarer pour l'Allemagne et l'Autriche-Hongrie (p. 10) et le Sultan tenait le même langage (*ibid.*). Le 23 octobre encore, cinq jours avant l'attaque des vaisseaux allemands „achetés“ et „adoptés“, le ministre de la Marine déclarait que „la Turquie ne se prépare pas pour la guerre“ (*ibid.*).

Dès le 8 septembre, l'amiral anglais réorganisateur de la Marine ottomane, Limpus, auquel on avait enjoint de travailler désormais dans le Ministère, et non plus sur les vaisseaux, était enfin rappelé (p. 12). On avait conservé, malgré les assurances formelles données à plusieurs reprises, jusqu'au commencement d'octobre, l'équipage allemand du „Goeben“ et du „Breslau“. L'ambassadeur d'Angleterre rapportait dès le 20 septembre ce qui suit: „Constantinople et ses environs ne forment pas moins qu'un camp allemand. Un plus grand nombre encore d'officiers et soldats allemands sont arrivés, et il doit y avoir en ce moment entre 4.000 et 5.000 soldats et matelots allemands. Nous sommes

tous, Son Altesse (le Grand-Vizir) y compris, à la merci de Liman-Pacha et du ministre de la Guerre." Il est certain que dès le mois de septembre on armait les Bédouins contre l'Égypte et qu'on faisait des préparatifs en Syrie pour l'invasion de cette contrée (p. 20). On signalait les menées du docteur Prüffer, connu par ses agissements contre le régime anglais en Égypte (p. 21): on découvrit une correspondance secrète, dans laquelle „coton de la meilleure qualité“ signifiait: „troupes britanniques“ (p. 23). Un officier ottoman travaillait dans l'Hindoustan; on inventa la déclaration de guerre de l'émir d'Afghanistan contre les Anglais (p. 24); on racontait à Alep que „l'empereur d'Allemagne a adopté la foi de l'Islam et que les Allemands combattent pour cette foi contre la Russie“ (*ibid.*).

L'attaque connue contre les ports russes de la Mer Noire eut lieu ensuite, le 29 octobre, et, comme le Sultan refusa de renvoyer l'équipage allemand des vaisseaux qu'il avait „acquisitionnés“, l'ambassadeur d'Angleterre quitta la capitale. Le 9 novembre, M. Asquith déclarait solennellement que l'Empire ottoman doit disparaître et, „avec lui, ce qui a flétri pour des générations entières quelques-unes des plus belles régions de la terre... L'Empire ottoman a commis un suicide et creusé sa fosse de ses propres mains“ (p. 31).

Nous avons reproduit ces témoignages authentiques; le rôle de cette publication n'est pas celui de qualifier des attitudes politiques et d'en rechercher les motifs, superficiels ou profonds, et cela surtout à une époque où les actions d'État paraissent s'inspirer trop souvent d'autres considérations que celles dont nous, historiens, étions habitués à tenir compte, au cours des progrès réalisés par l'humanité pendant le siècle dernier. „L'histoire intérieure de ces procédés ne peut pas être connue pour quelque temps, et peut-être ne sera-telle jamais fixée d'une manière certaine.“ Nous le croyons aussi, mais nous croyons en même temps que, plus le temps passera, plus l'intérêt portera sur des questions plus élevées que celle qui est aujourd'hui, en ce qui regarde la Turquie, insoluble. N. Iorga.

* * *

Diacre, Nicolas M. Popescu, *Patriarhia Țarigradului prin țările românești : veacul XVII*, Bucarest 1914.

Le diacre N. Popescu, dont nous avons analysé dans un nu-

méro précédent l'importante étude sur Niphon II, Patriarche de Constantinople, s'occupe dans cet opuscule de 48 pages des „Patriarches de Constantinople qui ont visité les pays roumains au XVI-e siècle“. Il rectifie les erreurs qui se trouvent dans les pages que nous consacrons à ces visites dans les „Fondations des princes roumains en Épire“ (voy. plus haut, p. 180) et ajoute un grand nombre de renseignements nouveaux.

Niphon était en Valachie lorsque, en 1504, après la déposition de Joachim, on le rappela sur le Siège écuménique: il refusa de reprendre un rôle dangereux. Le nouveau chef de l'Église grecque, Pacôme, fut renversé après un an par les partisans de Joachim, et celui-ci, restitué par l'intrigue et la simonie, entreprit ce voyage en Moldavie que nous avons attribué, par une mauvaise interprétation du texte grec, à Pacôme, en le plaçant en „1514 (?)“, au lieu de 1504. Repoussé par le prince Bogdan, peut-être — disions-nous — à cause des relations plus étroites du Patriarche avec la Valachie rivale, il finit ses jours, abreuvé de honte et d'amertume, dans la Capitale de cette principauté (l'auteur emploie l'„Ecthesis Chronica“, éditée par M. Sp. Lampros dans les „Byzantine textes“ de M. Bury). Le père Popescu présente une nouvelle hypothèse, très plausible, pour le refus de Bogdan de recevoir le Patriarche: à cause de la prise de Constantinople et surtout de l'inimitié permanente entre le prince de Moldavie et les Turcs, les relations avec le Siège de Constantinople, rompues déjà à la suite de l'Union acceptée par le Patriarche Joseph à Florence, ne furent plus reprises et, en égard aux conditions dans lesquelles végétait le Patriarchat byzantin, absolument à la merci des dignitaires ottomans — alors qu'Ochrida dans son coin d'obscurité pouvait mieux maintenir son indépendance —, on ne désirait pas les reprendre. C'est pourquoi on interdit l'accès de la principauté à l'Écumenique errant en quête de secours. Ces faits durent se passer, d'après le père Popescu, pendant l'automne de l'année 1505 et l'été de l'année 1506 (p. 12).

Le second Patriarche qui visite les contrées du Danube est Pacôme lui-même, qui reprit le pouvoir spirituel à la mort de son rival. La date de son voyage est d'après l'auteur la seconde moitié de l'année 1513 (p. 19). C'est à cette occasion que les saintes huiles furent sacrées pour la première fois en Vala-

chie, dans sa capitale, Tirgoviște: l'auteur le démontre parfaitement (pp. 22-23). Il observe aussi qu'il faut probablement attribuer à Pacôme la consécration de Macarius, le typographe bien connu, qui travailla à Céttingé aussi bien qu'à Tirgoviște, comme Métropolitain de Valachie (pp. 23-24).

Théolepte I-er assista à la consécration solennelle de l'église d'Argeș, la splendide fondation du prince de Valachie Neagoe, au mois d'août 1517. L'auteur signale le fait que Théolepte connaissait déjà le pays, car il avait accompagné Pacôme pendant son voyage, quatre ans auparavant (p. 26, note 4). Il relève le passage de l'„Ecthesis Chronica“ qui mentionne le secours de 100.000 aspres accordé par Neagoe à cette occasion à l'église constantinopolitaine de la Pammakaristos, dont la tour menaçait ruine. La même source nous fait savoir que Neagoe (Basarab) avait fixé une somme de deux mille ducats (pas „florins“) pour l'entretien de son fils Théodose ôtage à Constantinople, que cette somme, correspondant à 70.000 aspres, fut séquestrée par le *tefterdar* à l'occasion des querelles pour la succession de Théolepte, et on ravit à l'église en même temps „les deux coupes d'argent qu'il avait laissées pour la commémoration de son nom“. On sait maintenant par la même source que Théodose mourut de la peste dans son exil à Constantinople.

Le père Popescu prouve qu'il faut fixer à l'année 1545 le voyage en Valachie du Patriarche Jérémie, qui mourut en route, „près de Trnovo“, ou plutôt à Vratza. En 1561 le Patriarche Joasaph assistait à la consécration du couvent de Slatina en Moldavie; il accompagna aussi son neveu, qui vint en Valachie pour célébrer ses noces avec Marie, sœur du prince de Valachie Pierre fils de Mircea. Une simple mention dans un registre de donations nous fait savoir le voyage en Valachie du Patriarche Métrophane III pendant sa première administration (1565-1572). Théolepte II fut l'hôte du prince de Valachie Mihnea en 1585. Bientôt l'ancien Patriarche Pacôme II fut *obligé* de résider en Valachie pour couper court à ses intrigues. Enfin on put voir en Valachie aussi bien qu'en Moldavie le Patriarche Jérémie, pour le voyage duquel on peut recourir aussi aux „Analecta byzantina“ de Regel. Nous remarquerons que „les maisons des Valaques“ où habitait Jérémie, après que les Turcs eurent occupé l'église de la Bien-Heureuse (Pammakaristos), est, ainsi que nous espérons l'avoir

démontré (dans le mémoire déjà cité plus haut) la maison qui avait appartenu au prétendant valaque Vlad fils de Miloş.

Le travail du père Popescu donne cependant beaucoup plus que ne le promet son titre. C'est, de fait, une histoire critique des Patriarches de Constantinople au XVI-e siècle: la chronologie est souvent complètement refaite. L'auteur a sans doute tous les moyens pour écrire l'histoire du Siègle écuménique, qui est maintenant, et depuis longtemps, à refaire. **N. Iorga.**

* * *

N. Iorga, *Imperialismul austriac și cel rus în desvoltare paralelă*; extrait des „Annales de l'Académie Roumaine“, XXXVII (résumé dans le „Bulletin de la section historique de l'Académie Roumaine“).

En relations avec les derniers événements et les problèmes qu'ils posent pour la Roumanie, l'auteur étudie parallèlement le développement des formations politiques, d'essence hétérogène, qui se sont interposées entre le monde germanique et les Touraniens de la steppe à la fin du moyen-âge, sur la base des nationalités slaves incapables de se créer elles-mêmes un régime qui leur appartînt en propre. Au moment où les Slaves de la rive droite du Danube étaient soumis par les Bulgares touraniens et ceux de la rive gauche, délivrés des Avars, par les Allemands en marche offensive, les Magyars apparaissent pour détruire cette contrefaçon slave de la Marche carolingienne qui fut le „royaume“ de Moravie. Au même moment, des Varègues, qui ne venaient pas, probablement, de la Suède, mais bien de Byzance, où la race scandinave envoyait ses preux les plus hardis, fondèrent l'État de Kiev. Ce knézat était de beaucoup supérieur avant l'an mille au Voévodat magyar, qui ne devint un royaume que sous St. Étienne, qui portait comme païen le nom slave de Vojk. Mais, alors que les Kiéviens abandonnèrent bientôt l'imitation exclusive et servile de Byzance qu'ils cherchaient à reproduire dans leur capitale du Dniépr, les Magyars se confondirent presque, pendant un siècle et demie, dans le monde germanique, auquel ils empruntèrent une civilisation politique supérieure. La querelle des investitures, la grande guerre entre le Pape et l'Empereur, les préserva seule d'une disparition nationale, mais le royaume des Arpadiens trouva à ce moment devant

lui la Byzance conquérante de Manuel Comnène. L'invasion tatar empêcha pour quelque temps les progrès que la Hongrie commençait à faire, après s'être délivrée aussi de ce nouveau danger. Cette même invasion soumit à la domination mongole toutes les principautés russes, et, lorsque Moscou commença, au XIV-e siècle, l'œuvre de l'unification nationale, l'État russe qui surgit n'était qu'une imitation du khanat qu'il était parvenu à vaincre et à écarter de ces régions. Quant à la Hongrie, la nouvelle dynastie des Angevins de Naples en fit une marche de la chevalerie occidentale, en dehors des traditions du passé, et Louis-le-Grand, héritier de la Pologne aussi, fut plutôt le représentant du catholicisme et de l'esprit d'aventures dans ces régions du Danube et de la Mer Noire. Jean Hunyady est surtout le chef d'une offensive chrétienne contre les Turcs, appuyée sur sa race roumaine, et le roi Matthias, son fils, poursuivit des buts qui ne furent que rarement ceux de la Hongrie. En succombant à Mohács sous les coups des Turcs, le royaume laissa à l'Autriche des Habsbourg l'héritage de toutes ces ambitions disparates et lui imposa donc un programme de perpétuelles conquêtes, surtout sur le Bas Danube et dans la péninsule des Balcons. La Russie moscovite reste isolée dans la steppe jusqu'à ce que la Pologne, héritière des anciens princes de l'Ouest russe et des ducs lithuaniens, fut éloignée du Dniepr. C'est seulement alors que commencent, par suite des appels qu'adressaient les chrétiens soumis au Sultan, l'offensive russe dans ces mêmes régions, depuis longtemps inquiétées par l'expansion hongroise et autrichienne. Malgré la brutalité tatar de sa politique, la Russie n'a guère annexé depuis deux siècles que la Crimée tatar et la Bessarabie roumaine, indignement reprise, en ce qui concerne les districts du Sud, en 1878, alors que les Habsbourg se sont étendus pendant ce laps de temps „de Pressbourg à Zara, à Cattaro, à Raguse, à Séraïévo, à Novibazar, à Czernowitz et à Lemberg“. Cela suffit pour juger des périls que présentent chacun de ces deux „impérialismes“ envahisseurs. M.

* * *

N. Iorga, *Veneția în Marea Neagră* : I. Dobrotiçi; II. Legătură cu Turcii și cu creștinii din Balcani de la lupta de la Cosovo până la cea de la Nicopole (1389-96); III. Originea legăturilor cu Ștefan-

cel-Mare și mediul politic al dezvoltării lor; dans les „Annales de l'Académie Roumaine“, Bucarest 1914; édition française dans le „Bulletin de la section historique de l'Académie Roumaine“.

Ces trois mémoires ne forment pas un ensemble. Ils donnent trois chapitres, trois moments de l'activité économique et de l'influence politique exercées par la République de Venise dans le vaste domaine oriental de la Mer Noire. Le premier, traitant de choses qui se passèrent entre 1340 et 1380, renseigne, sur la base de nouveaux matériaux vénitiens, cités en passant par le seul Hopf, qui ne les interprète pas toujours selon leur vrai sens, sur la personnalité de Dobrotitsch, seigneur de Kalliakra, de Kavarna, de Chilia (Kili) même et, pendant quelque temps, de Midia, de Mésembrie et d'Anchiale, de tout le littoral thrace de la Mer Noire. Son nom (qui vient de Dobrotă; des Roumains surtout, des Serbes aussi le portent), son début, comme mercenaire au service de Balica de Cavarna (ce nom est bien roumain, ainsi que tous les dérivés de cette racine Bal), témoignent d'une origine qui n'est pas bulgare comme celle d'un Momtschilo, autre condottière influent et redouté de cette époque. Venise, Gênes, le comte de Savoie accouru à Constantinople l'employèrent, le courtisèrent et le combattirent à cause de son importance spéciale comme maître des „échelles“ qui fournissaient du blé aux colonies latines de l'Orient. Allié aux Paléologue, mêlé aux affaires dynastiques de Trébizonde, il eut une fin obscure, et son fils Ivanco ne put pas garder un riche héritage, qui passa au prince de Valachie, Mircea. La Dobroudscha (pour les Grecs : Δομβρίτζα) conserve son nom.

Le second mémoire présente les relations de la République de Venise avec les chrétiens des Balkans entre les combats de Tschirmen en 1371 — défaite des Serbes de Macédoine et de Thessalie —, et de Cossovo,—défaite des Serbes du Nord,—et le désastre des croisés à Nicopolis en 1396. La politique vénitienne est dominée par trois motifs principaux : tendance d'annexer la côte albanaise, avec Durazzo, Alessio, Vallona et Canina, nécessité de consolider la situation de la province de Morée, contre les aventuriers de l'Occident (Compagnie Navarraise) et contre les Grecs de Misithra, contre les gens du despote, plus que contre les Turcs, qui n'étaient pour le moment dans ces régions que des simples pirates et —, ce qui intéresse spécialement

au point de vue de l'auteur — désir de s'assurer par l'amitié des Sultans, Mourad et son fils Baïéziid, auxquels on prodigue habituellement après 1389 les titres les plus flatteurs et les appellations les plus intimes, le commerce de certaines contrées (l'alun de Phocée par exemple), mais surtout l'approvisionnement avec le blé de la Mer Noire. C'est,—jusqu'aux tentatives visibles que montre Baïéziid de vouloir étendre sa domination par Salone dans le Péloponèse et par Uskub et Scutari sur l'Albanie et jusqu' au nouvel essor de croisade de 1396,—le point de vue où on se place à Venise pour fixer la conduite qu' il faut suivre à l'égard du Sultan.

Il faut passer aux événements qui signalèrent en Orient la seconde moitié, et surtout le dernier quart, du XV^e siècle pour avoir le sujet du troisième mémoire. Les pays roumains, la Moldavie en première ligne, se trouvent cette fois en relations directes et continuelles, d'une haute importance, avec la République, qui ne caresse plus le Sultan, devenu, par l'envahissement de l'Albanie (siège de Scutari) et par la conquête de la Morée presque entière, de l'île de Nègrepont, un ennemi mortel. On cherche des alliés de tous côtés, et la „despina“, fille de l'empereur de Trébizonde et épouse du puissant Khan turcoman de la Perse, Ouzoun-Hassan, allié lui-même avec les princes turcs d'Asie Mineure expulsés par Mohammed II (l'héritier des Caramans, par exemple), offre le précieux concours de son mari, qui veut reprendre le rôle de Timour-Lenk contre le „beg de Roum“, qu'il méprise. Mais une autre Comnène, de Mangoup, en Crimée, Marie, a épousé récemment Étienne-le-Grand, l'héroïque prince de Moldavie. Par ces deux femmes une ligue anti-ottomane semble s'organiser en Orient, et, tout en négociant pour la paix, par le moyen de la Serbe Mara, veuve de Mourad II, la République exhorte ses alliés à continuer leur offensive. Mais Ouzoun-Hassan est battu à Terdschan (Baïberd), et Étienne, vainqueur en 1475 à Vasluiï, perd en 1476 la bataille de Valea-Albă. Sans gagner des nouvelles victoires, ces amis politiques demandent des subsides pour leur défense, et on les leur refuse, avec tous les ménagements possibles, recommandant une entente, impossible, avec le Khan des Tatars de Crimée, récemment (1475) contraint à se soumettre à Mohammed II. La dernière ambassade moldave date de l'année 1477: le représentant d'Étienne est son propre

oncle, Jean, Kaloïanni, Tamblac; il échoue dans sa mission, malgré les termes pressants d'une requête dictée par le prince lui-même. Venise acceptera une situation irrémédiable, en abandonnant Scutari pour faire sa paix avec le Sultan. Lorsque, en 1484, Baïéziid II conquerra les ports de la Moldavie, très fréquentés, même à ce moment, par les marchands de Venise, on en félicitera le Sultan ami, allié presque contre le roi Ferrante de Naples. Les offres faites plus tard, au nom du jeune roi de Pologne, Jean-Albert, par l'aventurier florentin Philippe Buonaccorsi, qui se faisait appeler Callimachus, ne rencontrent pas de sympathies réelles. Mais, en échange, la nouvelle guerre contre Baïéziid, acceptée à contrecœur, pour la possession de Coron et Modon, trouva Venise sans aucunes relations en Orient. M. V.

* * *

Ministère des Affaires Étrangères (de la République Française), *Documents diplomatiques, 1914. La guerre européenne, I. Pièces relatives aux négociations qui ont précédé les déclarations de guerre de l'Allemagne à la Russie (1-er août 1914) et à la France (3 août 1914), déclaration du 4 septembre 1914.*

Le Livre Jaune français contient aussi d'utiles renseignements concernant la Péninsule des Balcans, ainsi qu'on pouvait l'attendre pour une guerre dont le point de départ fut la sommation, certainement unique, faite par le Gouvernement austro-hongrois à la Serbie.

Dès le 2 juillet 1914, M. Dumaine, ambassadeur de France à Vienne, signalait les „vives rancunes“ suscitées par l'attentat de Seraïévo „dans les milieux militaires autrichiens et chez tous ceux qui ne se résignent pas à laisser la Serbie garder dans les Balcans le rang qu'elle a conquis“: c'est en effet la vraie cause de l'attaque contre le royaume danubien. Deux jours après, on espérait à Berlin que la Serbie accordera une satisfaction complète „aux demandes que l'Autriche pouvait avoir à lui adresser en vue de la recherche et de la poursuite des complices du crime de Seraïévo“; elle soulèverait autrement contre elle „l'opinion de tout le monde civilisé“. Or, comme la nouvelle du double assassinat n'arriva à Vienne que le 28 juin, on a lieu de s'étonner que les deux Gouvernements alliés se soient mis si rapidement d'accord sur une question si importante ou qu'on ait si bien deviné à

Berlin en ce qui concerne les pas que Vienne devait entreprendre en vue d'une expiation morale, et surtout politique. Dès le 6 juillet le comte Czernin, ambassadeur d'Autriche à Saint-Pétersbourg, supposait, par une coïncidence tout aussi étrange, que son gouvernement „serait peut-être obligé de rechercher sur le territoire serbe les instigateurs de l'attentat de Séraïévo“ et il ne manquait pas d'en faire la confession à M. Sassonov, qui observait avec raison que la Russie, souvent éprouvée par des attentats pareils, n'a jamais employé ces voies diplomatiques pour compléter le dossier des criminels.

Une décision était donc prise au commencement de juillet; on ne connaîtra pas de sitôt les causes du ralentissement qui se fit bientôt sentir dans la préparation de ce coup depuis longtemps préparé. „Tout est à la paix dans les journaux“, écrit, le 11 juillet, le consul de France à Budapest, mais il ajoute que „le gros public ici croit à la guerre et la craint“. Les cercles militaires conservent cependant leur attitude de provocation. La *Militärische Rundschau* demande impérieusement la guerre, dans des formules d'une franchise absolue: „Puisqu'un jour nous devons accepter la lutte, provoquons-la tout de suite. Notre prestige, notre situation de grande Puissance, notre honneur sont en question: plus encore, car vraisemblablement il s'agirait de notre existence, d'être ou de ne pas être“. La „Neue Freie Presse“ veut la „guerre au couteau“ et sans retard. Les passages violents de la presse serbe étaient utilisés pour créer une opinion publique favorable à un conflit armé. Il était question de traiter la Serbie comme une Pologne.

Le 20 juillet, on connaissait à l'ambassade française de Vienne les principaux points de la note fulminante qu'on allait lancer. A Berlin on protestait, le 21, devant l'ambassadeur de Russie contre la supposition qu'on pourrait avoir connaissance de la note qu'on élucubrait à Vienne: la question était cependant assez importante, en elle-même et dans ses conséquences, pour qu'on se donnât la peine de se renseigner un peu auprès d'un gouvernement allié. Néanmoins les premiers avertissements étaient déjà distribués aux soldats. Le 22, M. de Jagow déclarait seulement ne pas connaître encore „le libellé“ de la note autrichienne. Il est cependant certain que le marquis de San-Giuliano ne savait rien, malgré le pacte d'alliance, concernant en grande partie les Balkans, sur la dé-

marche qu'on allait entreprendre à Belgrade. A Vienne, l'ambassadeur d'Allemagne était pour les „résolutions violentes“ (p. 33). *A Londres seulement*, le représentant de l'Allemagne s'excusait en quelque sorte de ce que son Gouvernement ne peut pas empêcher l'Autriche exaspérée par la douleur de sa blessure de prendre le mors aux dents (pp. 33—34). Et sir Grey l'avertissait que, si les preuves d'une participation de la Serbie officielle à l'assassinat manqueraient, „l'intervention du Gouvernement austro-hongrois ne se justifierait pas et soulèverait contre lui l'opinion européenne“. On donnait des assurances à M. Dumaine que le contenu aussi bien que la forme de la note — on ne parlait pas, bien entendu, d'ultimatum et d'une réponse dictée *ne varietur*, par celui même qui faisait la sommation — permettront „un dénouement pacifique“. Mais à Paris on avait, paraît-il, une connaissance spéciale „des habitudes de la chancellerie impériale“. Ce n'est que le 23 juillet, à la veille de l'acte décisif, qu'un des ministres allemands — le président du Conseil de Bavière, — avouait enfin connaître cet acte ominieux (pp. 35—6).

La Serbie, bien qu'elle disposât d'une armée de 400.000 hommes, exaltée par les souvenirs glorieux de deux guerres victorieuses, ne désirait par un conflit, ce qui démontre bien l'inalité des soupçons qui atteignaient les cercles officiels, pour lesquels les meurtres de Séraïevo étaient vraiment un incident malencontreux. Elle n'était, certainement, pas sûre — malgré les déclarations personnelles de sympathie du ministre russe à Belgrade, M. Hartvig, — de l'appui armé de la Russie. Cette Puissance n'avait pas terminé la refonte de son armée annoncée un peu bruyamment dès le commencement de l'année 1914. Il n'y a pas l'ombre d'une preuve qu'elle aurait encouragé, d'autant moins provoqué, le refus absolu que tout État ayant un peu le souci de sa propre dignité pouvait opposer à une sommation aussi brutale que celle du vendredi, 24 juillet 1914. On croyait, c'est-à-dire on espérait à Pétersbourg que M. Pachitsch trouvera bien le moyen d'accepter certaines des demandes autrichiennes pour pouvoir échapper aux autres, à celles qui étaient de nature à atteindre l'honneur même de l'État et à exciter outre mesure une opinion publique particulièrement sensible à ce sujet et à ce moment.

La France voyait, non sans appréhension, le moment des gran-

des décisions. De Reval sous l'impression des confidences faites par les ministres du Tzar, le président du Conseil Viviani recommandait à M. Dumaine d'intervenir auprès du comte Berchtold pour „lui donner des conseils de modération“ (p. 39).

Quant à l'Angleterre, elle ne paraissait pas disposée à rien risquer pour la Serbie, et M. Buchanan, son ministre à Pétersbourg, n'hésitait pas à insérer dans son rapport au Foreign Office cette phrase maussade: „Les intérêts directs de l'Angleterre en Serbie étant pour ainsi dire nuls, une guerre à cause de ce pays n'aurait jamais l'assentiment de l'opinion publique anglaise“ (Livre Bleu anglais, dans la traduction de la brochure allemande. *L'Angleterre et sa complicité dans la guerre actuelle d'après les publications officielles et principalement d'après les documents anglais*, Berlin 1915, p. 9).

On connaît la réponse du Gouvernement serbe, qui acceptait la plupart des prétentions insolentes qu'on lui présentait. Le chapitre III de cette publication donne les deux actes: M. Pachitsch désapprouvait hautement le crime, protestait des intentions loyales du Gouvernement serbe, il s'offrait à prendre des mesures sévères contre toute agitation anti-autrichienne — dans un pays de parole et de presse libre —, mais il déclarait lui être impossible de reconnaître que des officiers de l'armée royale ont eu leur main dans le meurtre, d'admettre une enquête judiciaire en Serbie par des agents austro-hongrois; il allait cependant jusqu'à promettre de faire lire devant les drapeaux un ordre du jour royal qui les flétrissait. Il faut remarquer que le même jour où le président du Conseil serbe était sommé de plonger aussitôt dans le plus profond de l'humiliation sa patrie dont, après tant de victoires et de sacrifices, il avait le droit d'être fier, une autre note, *de Berlin*, communiquait aux Cabinets européens que, de fait — alors pourquoi l'enquête? —, „il ne peut y avoir aucun doute que c'est à Belgrade qu'il faut chercher le centre d'action des agitations qui tendaient à détacher de l'Autriche-Hongrie les provinces slaves du Sud pour les réunir au royaume de Serbie“, qu'on a constaté „la connivence de membres du Gouvernement et de l'armée“ (p. 48), et on mettait en perspective „les mesures militaires dont le choix des moyens doit lui être laissé“ (à l'Autriche) (48). Alors, évidemment, tout ce qu'on demandait à Belgrade était de la comédie diplomatique. La guerre contre

la Serbie, il fallait l'avoir à tout prix. On l'aurait eue même si un Gouvernement européen eût été en état de souscrire à tout ce qu'on voulait ainsi imposer à celui de Belgrade.

Aussitôt l'opinion entière s'élève en Allemagne pour demander avec une intransigence absolue la soumission inconditionnée de la Serbie. „La note était énergique, et il l'approuvait“, telles furent les déclarations faites par M. de Jagow à l'ambassadeur de France le même jour où l'on remettait à Paris une note d'invitation impérieuse à laisser le conflit se „localiser“ (p. 50). La question — celle d'un conflit avec un de ses voisins, État libre et indépendant — lui paraissait être „d'ordre intérieur pour l'Autriche (*ibid.*)“.

L'impression produite par la note autrichienne à Pétersbourg fut celle qu'on cherchait querelle ou qu'on voulait au moins infliger aux Balcons une hégémonie autrichienne qui écarterait pour longtemps l'hégémonie russe. S'il n'y a pas en Russie une opinion publique d'allures libres, un sentiment public existe cependant, et il est peut-être d'autant plus profond qu'il lui est interdit ordinairement de se manifester. On sait bien, entre initiés, à quoi s'en tenir en ce qui concerne le panslavisme, mais, panslavisme à part, il était impossible pour un Russe cultivé, qui a été nourri sa vie entière d'orthodoxie et de fraternité slave d'admettre que la Serbie pût être violentée de cette façon, sans que son Gouvernement s'en émût. Tel est le sens des déclarations faites par les diplomates russes à Pétersbourg et dans les capitales européennes.

„Jamais déclaration aussi formidable n'a été adressée par un Gouvernement à un autre“, c'est ainsi que s'exprime sir Grey en apprenant que l'Autriche avait pris sa décision. Il parle, le 24, à l'ambassadeur austro-hongrois „des responsabilités qu'on s'assumait“ ainsi (p. 53). Il voulait essayer d'une médiation de l'Angleterre, de la France, de l'Allemagne et de l'Italie (p. 54). On lui répondit par un refus. „Si la guerre venait à éclater“, objecta-t-il alors, „aucune Puissance en Europe ne pourrait s'en désintéresser“ (p. 56). Un refus masqué — „l'intérêt dispense d'être courtois“ (p. 61) — accueillit la demande, faite au nom de la courtoisie, par l'Angleterre et la France, de vouloir au moins retarder la date de la réponse exigée, pour permettre aux Puissances auxqueiles on avait cru devoir communiquer la

note du 24 de prendre connaissance du dossier judiciaire qui l'accompagnait (p. 57 et suiv.). On maintenait à Berlin le point de vue extraordinaire qu'il ne s'agissait pas de conflit entre États, de guerre possible et autres choses qui peuvent se passer entre égaux, par la situation morale au moins, mais bien „d'une *exécution* dans une affaire locale“ (p. 60, no. 43).

Le ministre d'Autriche à Belgrade se borna à vérifier si la réponse donnée par le Gouvernement serbe concorde absolument avec celle qu'on l'obligeait à faire et, ayant constaté des différences, il s'empessa de partir.

On peut voir par le Livre Jaune les efforts que se donna M. Sassonov pour éviter la guerre, tout en ne laissant pas la Serbie en proie à un ennemi décidé à briser d'un seul coup tous les ressorts moraux d'une nation crainte et haïe. Il proposa aux Serbes d'appeler à la médiation britannique (p. 71), au moment où le Gouvernement se retirait à Kragouïévatz et les mesures nécessaires pour une prompte mobilisation étaient prises. L'Italie, décidée à ne pas soutenir une politique d'envahissement sans scrupules dans les Balkans, nourrissait le même désir (pp. 70-71). M. Sassonov s'évertue à convaincre l'ambassadeur d'Autriche et Hongrie à Pétersbourg; il propose des pourparlers (p. 74); il est bien aise de ce que la Serbie ait déclaré vouloir saisir les Puissances pour ne pas être contraint d'intervenir. De son côté, l'Allemagne demandait à la France une intervention à Pétersbourg pourvu qu'on permette à l'Autriche de „faire la police“ à Belgrade pour „sa propre tranquillité (p. 73), de donner la „leçon sévère“ qu'elle méritait, à la Serbie (p. 75). Elle exigeait que la Russie ne mobilisât pas *au moins sur ses frontières* (p. 82).

Si l'Autriche s'acharne sur la Serbie, si elle commence son œuvre d'exécution militaire, disait sir Grey le 27 juillet à l'ambassadeur d'Allemagne, „alors se poserait une question européenne, et il s'ensuivrait une guerre, à laquelle d'autres Puissances seraient amenées à prendre part (p. 81), mais, en ce disant, l'Angleterre démobilisait sa flotte. Le marquis de San-Giuliano, heureux d'échapper, par le manque d'égards envers l'Italie, au devoir de soutenir l'Autriche dans une offensive injuste, aurait cependant désiré que la Serbie cédât jusqu'au bout pour ne pas menacer la paix européenne (pp. 84-85).

Mais l'intransigeance restait à Berlin aussi bien qu'à Vienne

absolue. L'Autriche ne discutait pas; elle „ne voulait pas causer“ (p. 102); l'Allemagne invoquait ses engagements envers l'Autriche, l'obligation de la soutenir sur n'importe quelle voie et quand même. M. de Jagow se garda bien de lire la réponse de la Serbie à l'ultimatum; il „n'en avait pas le temps“. Une médiation pourrait prendre la forme d'un arbitrage, d'une conférence, et l'Autriche en a le spectre devant les yeux. Dès le 27, cette Puissance annonçait les „mesures énergiques“ qu'elle se croit autorisée à prendre (p. 87): „un ultimatum, une déclaration de guerre, la passage de la frontière“ (*ibid.*—Suit l'acte d'accusation rédigé par la diplomatie autrichienne contre la „Narodna Odbrana“ et ses affiliés). Le 28, le comte Berchtold faisait savoir enfin à l'ambassadeur d'Angleterre, — toutes les mesures militaires ayant été prises, et non seulement en Autriche, — „que toute intervention tendant à la reprise de la discussion entre l'Autriche et la Serbie sur la base de la réponse serbe serait inutile et d'ailleurs trop tardive, la guerre ayant été officiellement déclarée à midi“ (p. 102).

On discute cependant même après cet acte en vue d'une conférence des quatre Puissances à Londres. La France proposait, au lieu de la surveillance autrichienne sur les mesures qu'on prendrait à Belgrade, une „commission internationale“, comme celle qui avait le contrôle des finances à Athènes (pp. 109-110)! On s'efforçait à Pétersbourg — et nous avons l'impression de la sincérité — de retarder au moins l'action militaire déjà en train (pp. 111-112). Le 29, le ministre de France à Belgrade faisait son rapport sur le télégramme adressé par le prince Alexandre au Tzar pour lui demander „protection“ et la réponse de Nicolas II, qui, „remerciant le prince de s'être adressé à lui dans une circonstance aussi critique, déclarait que toutes les dispositions sont prises pour arriver à une solution pacifique du conflit et donnait au prince l'assurance formelle que, si ce but ne peut pas être atteint, — *la Russie se ne désintéressera jamais du sort de la Serbie* (p. 115). Ce n'est pas seulement l'intégrité territoriale de la Serbie — garantie par l'Autriche — „que nous devons sauvegarder, c'est encore son indépendance et sa souveraineté. Nous ne pouvons pas admettre que la Serbie devienne vassale de l'Autriche“ (p. 118), — c'est ainsi que s'exprimait, le 30 juillet, M. Sassonov. Il se déclarait prêt à interrompre la mobilisation russe, si l'Autriche,

„éliminant de son ultimatum les clauses qui portent atteinte à la souveraineté de la Serbie“, reconnaît que son conflit avec ce voisin „a assumé le caractère d'une question d'intérêt européen“ (p. 118), dans laquelle par conséquent d'autres aussi ont *le droit* d'intervenir. A Vienne on parlait „de l'intention et des droits du Tzar d'émettre son avis dans le règlement de la question serbe“ (*ibid*): on arriva à admettre la reprise des pourparlers à Pétersbourg. Mais en même temps les Autrichiens bombardaient Belgrade.

De fait, tout espoir de s'entendre était déjà perdu. On faisait semblant de négocier encore pour pouvoir arriver plus prêt sur le champ de bataille. La déclaration de guerre par l'Allemagne à la Russie fut lancée déjà le 1-er août, et dans deux jours la France recevait la sienne.

Des extraits du Livre Bleu (anglais), du Livre Blanc (allemand) et du „Livre Orange“ (russe), concernant aussi les Balcons, finissent le recueil. — A signaler dans le premier le rapport du 25 juillet, dans lequel on voit M. Sassonov déclarer que la Russie mobilisera (il avait dit le jour précédent: elle mobilisera *au moins*), parce qu'elle ne peut pas admettre l'écrasement de la Serbie par l'Autriche, „devenant la Puissance dominante dans les Balcons“; plutôt, si la France maintient son concours, la guerre. Tout ceci ne me semble nullement prouver, comme pour l'auteur de la brochure „L'Angleterre et sa complicité“, que la Russie voulait — au moins à ce moment — la guerre et qu'elle la voulait contre l'Allemagne¹. Dans le même Livre Bleu, le rapport de sir Maurice de Bunsen, qui avait été l'ambassadeur d'Angleterre à Vienne: il prétend que, si l'Allemagne ne s'y fût mis, les „pourparlers“ dont il est question plus haut auraient „produit un très bon résultat“. *Credat Judaeus Apella!* Les deux anciens rivaux pour l'hégémonie dans les Balcons, et contre les Balcaniques, ne pouvaient pas trouver désormais un terrain pour s'entendre, l'Autriche étant décidée à ne pas reculer et la Russie ne pouvant pas lui permettre une avance. L'ambassadeur russe Chébéko aurait

¹ Il y est parlé aussi des „exigences“ de la Russie envers l'Autriche (p. 12): il nous paraît cependant qu'elles venaient après les exigences bien autrement injustifiées de l'Autriche elle-même envers la Serbie, dont *le droit* à une situation prépondérante dans les Balcons ne peut être nullement prouvé.

cependant espéré, le 1-er août encore, que l'Autriche „soumettra à la médiation les points de sa note adressée à la Serbie qui paraissent inconciliables avec l'indépendance de ce pays“: c'était des moyens de gagner la temps, le résolution de faire la guerre étant déjà prise à ce moment, ainsi qu'on le voit par le communiqué paru dans le „Fremdenblatt“ du 25 juillet. En tout cas, il n'est nullement prouvé — et on aurait dû le prouver — que l'Allemagne fût jamais intervenue à Vienne avec l'énergie nécessaire pour arrêter la fougue magyare de M. Tisza et les ambitions de régent de l'Orient du comte Berchtold (voy. *L'Angleterre*, etc., p. 15.) L'intervention tardive de l'empereur Guillaume fut provoquée par le télégramme du Tzar, dont nous reproduisons ces lignes (*Livre Jaune*, p. 209): „Une guerre honteuse a été déclarée à une faible nation; je partage entièrement l'indignation, qui est immense en Russie. Je prévois que très prochainement je ne pourrai plus résister à la pression qui est exercée sur moi et que je serai forcé de prendre des mesures qui conduiront à la guerre“ (29 juillet). Le 28 l'empereur Guillaume promettait seulement une intervention — qui ne s'était pas encore produite — pour empêcher par „une entente loyale et satisfaisante“ le conflit avec la Russie. En réponse au télégramme du 28, l'empereur Guillaume protestait contre la qualification appliquée à l'attaque autrichienne et demandait à la Russie de rester „spectatrice“!

Et, si la Russie a mobilisé la première par rapport à l'Allemagne (mais après la parole d'honneur donnée le 17 par le ministre de la guerre Souchomlinov), on se l'explique bien par les difficultés inhérentes à la préparation de guerre russe. Elle devait mobiliser du moment où Belgrade était bombardée en signe de défi et où des communiqués officieux témoignaient de l'inanité réelle des pourparlers concernant le fond ou même la forme de la note du 24. Et l'auteur de la brochure *L'Angleterre*, etc., qui reproche (p. 23) à sir Grey de n'avoir pas employé tous ses efforts à Pétersbourg pour empêcher la Russie de faire des préparatifs que l'action de l'Autriche-Hongrie dans les Balkans et le refus de l'Allemagne d'y mettre un terme ou de lui fixer au moins des limites rendait inévitables! On prenait (*ibid.*, pp. 24-25) la mobilisation russe, effet des agissements de l'Autriche, comme cause pour se refuser à empêcher la continuation de ces agissements eux-mêmes.

N. Iorga.

N. Iorga, *Pilda bunilor Domnii din trecut față de școala românească*; extrait des „Annales de l'Académie Roumaine“; un résumé dans le „Bulletin de la section historique“.

Il est question, par rapport à la Fondation du feu roi Charles, des fondations scolaires faites par les princes de Moldavie et de la Valachie: Jean Basilikos dit le Despote (1561-3; école latine de Cotnari), Basile Lupu (école slavo-grecque du couvent des Trois-Hiérarques à Jassy, vers 1650), etc., jusqu'aux Phanariotes, parmi lesquels Nicolas Maurocordato fut le fondateur d'une des plus riches bibliothèques de l'Orient, celle du monastère de Văcărești près de Bucarest. L'appendice, très étendu, contient les notes de Sulzer, qui vivait en Valachie vers 1780, sur cette collection et le catalogue, conservé dans la Bibliothèque de l'Académie Roumaine, des livres de Constantin, fils et successeur du prince Nicolas. On y trouvera des ouvrages grecs surtout, mais aussi latins, français, italiens, roumains et arabes (même des manuscrits, inconnus par ailleurs). M.

* * *

N. Iorga, *Scrisori inedite ale lui Tudor Vladimirescu*; extrait des „Annales de l'Académie Roumaine“; résumé dans le „Bulletin de la section historique“.

On vient de trouver un certain nombre de lettres autographes de Tudor Vladimirescu, ce petit-boïar, de race paysanne, qui conduisit les villageois de l'Olténie, mêlés à des éléments grecs (Iordaki l'Olympiote) et Serbes ou Bulgares (Matschédonski, Prodane; peut-être Sava), à la conquête de la justice sociale et aussi à celle de certains droits nationaux en 1821. Tudor écrivit ces lettres en 1813—4, à l'époque où il était l'homme d'affaires, l'agent du boïar Nicolas Glogoveanu, un camarade d'enfance. Il avait entrepris un voyage à Vienne pour défendre les intérêts pécuniaires de celui-ci. Il parle aussi de choses politiques: congrès de Vienne, avec l'espoir d'assister à une rénovation politique des Principautés, invasion des Turcs d'Ada-Kaleh en Olténie et dévastation du bourg de Cerneți, etc. A Vienne, il eut des relations avec le curieux baron de Langenfeld, qui n'était que le Grec Kirlianos, venu de Bucarest, où il eut à son service Rhigas lui-même, qui lui servit de secrétaire. A l'appendice, quelques pièces grecques et deux curieux journaux manuscrits rédigés en Roumanie à l'époque de Napoléon I^{er}. N.